

# APPELS D'OFFRES PUBLICS

La Lettre M<sup>2</sup> sélectionne pour vous chaque mois les appels d'offres publics, en cours et à venir, à ne pas manquer.

## PRESTIGE

### PARIS 7 : HÔTEL DE SEIGNELAY 2.610 m<sup>2</sup>

Adresse : 80 rue de Lille, Paris 7.

Actif : hôtel de Seignelay.

Occupant : Secrétariat général des ministères économiques et financiers.

### PARIS 7, BD SAINT-GERMAIN : 28.000 m<sup>2</sup>

Ensemble d'exception de 28 000 m<sup>2</sup>.

Adresse : 231 bd Saint-Germain, Paris 7. Cession en cours.

Date limite de l'appel d'offres : 22/01/2019 à 15 h.

### BORDEAUX (33) : HÔTEL PARTICULIER 2.500 m<sup>2</sup>

Actif : manoir du XIX<sup>ème</sup> siècle, quatre niveaux, dépendances.

Caserne « Foix-Lescun » désaffectée.

Adresse : 31 avenue Mirande/44 rue Pasteur, Bordeaux.

Occupant : Ministère de la Défense.

Mise à prix : 2,5 M€. Cautionnement pour enchérir : 500 K€.

Nouvelle procédure de vente à venir.

### METZ (57) : HÔTEL PONCELET, HYPER-CENTRE

Actif : ancien hôtel du XVIII<sup>ème</sup> siècle, jardin d'agrément, logements.

Adresse : 13 rue du Juge Pierre Michel, Metz (57).

Occupant : Ministère des Armées.

Mise à prix : 440 K€. Cautionnement pour enchérir : 40 K€.

Montant minimal des enchères : 3 K€. Report de l'adjudication, nouvelle date à venir.

### COMPIEGNE (60) : ENSEMBLE EXCEPTIONNEL

Domaine de Saint-Laurent : terrain à fort potentiel de 11.000 m<sup>2</sup> sur lequel sont implantés plusieurs bâtiments à rénover.

Adresse : Chemin Saint-Laurent, Domaine Saint-Laurent, Route de la Boissière, Ariane (34).

Occupant : Ministère de la Justice.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

[www.economie.gouv.fr/cessions](http://www.economie.gouv.fr/cessions) 

## BUREAUX

### ROCHEFORT (17) : 1.000 m<sup>2</sup>

Adresse : 93 rue de la République, Rochefort.

Actif : ensemble de 1.000 m<sup>2</sup> de bureaux, deux logements.

Occupant : Ministère des Finances et des Comptes Publics.

Année prévisionnelle de cession : 2019.

### METZ (57) : ENSEMBLE 2.265 m<sup>2</sup>

Actif : immeuble de bureaux de 2.265 m<sup>2</sup> construit en 1969, quatre niveaux avec ascenseur, deux cages d'escalier, toiture-terrasse.

Adresse : 10 rue Périgot, Metz (57).

Occupant : Ministère de la Transition énergétique et solaire.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

Nouvelle procédure de vente à venir.

### CORBEIL-ESSONNES (91) : 1.790 m<sup>2</sup>

Actif : immeuble de bureaux de 1.792 m<sup>2</sup>, trois niveaux, grand sous-sol et garage extérieur. Construit en 1923.

Adresse : 7 rue Féray, Corbeil-Essonnes (91).

Occupant : Ministère de l'Action et des Comptes Publics.

Parcelle : AL218, 1 724 m<sup>2</sup>.

Nouvelle procédure de vente à venir.

### LA ROCHELLE (17) : 2.453 m<sup>2</sup>

Actif : 2.453 m<sup>2</sup>, un corps de bâtiment en U autour d'une cour centrale, un étage, entresol. Bureaux, vaste logement de fonction.

Occupant : Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Date limite de l'appel d'offres : 14/02/2019.

### PALaiseau (91) : 4.170 m<sup>2</sup>

Actif : deux bâtiments disposant d'une surface totale de 4.170 m<sup>2</sup> élevés sur trois niveaux et reliés par un passage couvert.

Libre de toute occupation. Usage principal de bureaux, logement de fonction.

Parking extérieur à réaménager.

Adresse : 32-34 boulevard Diderot, Palaiseau (91).

Nouvelle procédure de vente à venir.

## TERRAIN ET LOGEMENTS

### ANIANE (34) : DOMAINE DE SAINT-LAURENT

Domaine de Saint-Laurent : terrain à fort potentiel de 11.000 m<sup>2</sup> sur lequel sont implantés plusieurs bâtiments à rénover : salle d'activités, bâtisse ancienne, bâtiment sanitaire, ancien bâtiment d'herbergement, bâtiment désaffecté, bassin.

Adresse : Chemin Saint-Laurent, Domaine Saint-Laurent, Route de la Boissière, Aniane (34).

Occupant : Ministère de la Justice.

Année prévisionnelle de cession : 2020.

Nouvelle procédure de vente à venir.

[www.economie.gouv.fr/cessions](http://www.economie.gouv.fr/cessions) 

1) L'utilisation des données de cette rubrique est réalisée sous la seule responsabilité de l'utilisateur.

2) La responsabilité de l'Editeur ne pourra en aucun cas être recherchée dans l'hypothèse d'un quelconque préjudice ou dommage direct ou indirect tels que notamment perte d'un marché, préjudice commercial, perte de chiffres d'affaires ou de clientèle, résultant d'une quelconque inexactitude ou erreur d'indexation des données figurant dans la rubrique, malgré tout besoin apporté par l'Editeur à la recherche et à la retranscription de ces données.